

---

## Élus et élites dans les arrondissements de l'est parisien de 1870 à 1914

Jean El Gammal

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/7036>

ISSN : 2275-2129

**Éditeur**

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 1996

Pagination : 69-79

ISBN : 2-84516-095-X

ISSN : 1266-6726

**Référence électronique**

Jean El Gammal, « Élus et élites dans les arrondissements de l'est parisien de 1870 à 1914 », *Siècles* [En ligne], 3 | 1996, mis en ligne le 06 juillet 2020, consulté le 06 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/7036>

---

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2020.

Tous droits réservés

---

# Élus et élites dans les arrondissements de l'est parisien de 1870 à 1914

Jean El Gammal

---

- <sup>1</sup> C'est une approche un peu paradoxale du thème des élites qui est ici proposée. En effet, elle relève de l'histoire politique parisienne dans les premières décennies de la Troisième République, non pas à l'échelle de l'ensemble de la capitale, mais de deux arrondissements populaires où, a priori, l'on ne trouve guère de représentants en vue des élites traditionnelles. Mais précisément, le fil conducteur de l'étude tient à l'interrogation suivante : la participation à la vie locale et l'obtention de mandats politiques permettent-ils à une élite spécifique d'apparaître ? Peut-on, corrélativement, identifier et analyser des trajectoires allant du militantisme à la notabilité – et n'existe-t-il qu'une seule voie, passant par les rangs du « mouvement ouvrier » ? La question initiale, on le voit, en appelle d'autres – et ce d'autant que les arrondissements abordés ont une histoire moins homogène qu'il ne semble à première vue<sup>1</sup>. Lorsque l'on se penche sur cette période, trois phases d'ampleur inégale, en matière d'histoire politique, se dessinent assez nettement :
- l'Année terrible, 1870-1871, qui se clôt par la Commune de Paris, durablement ancrée dans les mémoires dans un espace où la résistance des communards est symbolisée par le mur des Fédérés<sup>2</sup> ;
  - les années qui voient se succéder, durant quelque deux décennies, les combats pour la République, la suprématie modérée, puis radicale et la crise boulangiste ;
  - le temps de la domination socialiste, assez accentuée du début des années 1890 à la Première Guerre mondiale.
- <sup>2</sup> Dans l'ensemble, les élus socialistes<sup>3</sup> sont les plus nombreux : pour les députés, sur trente-cinq sièges enjeu<sup>4</sup>, vingt et un mandats – soit 60 % du total – sont revenus à des candidats figurant dans cette mouvance, et appartenant le plus souvent aux partis antérieurs à la création de la S.F.I.O., puis, pour certains, à cette dernière.

## 1870-1871

- 3 On peut passer assez vite sur cette première période, qui n'est d'ailleurs pas en rupture complète avec la fin du Second Empire, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, les XIXe et XXe arrondissements, avec six autres, ont été rattachés comme tels à Paris, en 1860. Ensuite, sur un plan plus politique, c'est en 1869 que le fameux programme de Belleville a été accepté par Gambetta, élu dans une vaste circonscription allant du nord à l'est de la capitale. Enfin, le mouvement socialiste a connu un essor important à la fin des années 60, notamment en relation avec une presse devenue plus virulente et au travers de réunions publiques souvent tumultueuse<sup>5</sup>. C'est dans ce cadre qu'un certain nombre de militants ouvriers ont fait leurs premières armes – nombre des futurs élus de la Commune ayant d'ailleurs fait l'objet de plusieurs condamnations à la fin de l'Empire – ou, pour les vétérans de 1848, tel Charles Delescluze, ont renoué avec l'action politique.
- 4 Après le 4 septembre, des maires provisoires ont été nommés, mais les premières élections se déroulent au mois de novembre, dans un climat tendu, quelques jours après la journée insurrectionnelle du 31 octobre et le plébiscite du 3 novembre organisé à Paris par le Gouvernement de la Défense nationale. Delescluze accède à la mairie du XIXe<sup>6</sup> et le socialiste Ranvier à celle du XXe, avant d'être invalidé pour cause de faillite<sup>7</sup>. Si de nombreux représentants d'extrême-gauche sont élus dans la capitale – contrairement à ce qui se produit en province, où les royalistes obtiennent la majorité des sièges – le scrutin de liste ne permet pas d'assigner des élus particuliers aux arrondissements en février 1871.
- 5 C'est pourquoi les premières élections locales d'importance sont celles qui suivent de huit jours la proclamation de la Commune de Paris, dans un contexte très favorable aux militants révolutionnaires, notamment dans les quartiers populaires<sup>8</sup>. Quelques élections partielles ont lieu dans les jours qui suivent. On en a tenu compte – sauf dans le cas du fils de Garibaldi qui, élu dans le vingtième, ne siégea pas – pour indiquer, pour chacun des deux arrondissements, les noms des élus à la Commune<sup>9</sup>.
- 6 Dans le dix-neuvième, trois d'entre eux sont d'origine bourgeoise et vieux républicains : Delescluze, directeur du *Réveil*, qui, du reste, choisit de siéger au titre du onzième ; un autre parlementaire démissionnaire, de plus ancien représentant de la Saône-et-Loire, journaliste au *Réveil*, Frédéric Cournet – et l'ancien pharmacien Jules Miot, qui avait été représentant de la Nièvre en 1848. Les autres élus de l'arrondissement à la Commune sont des ouvriers. Il s'agit de deux peintres en porcelaine, Émile Oudet et Ernest Puget (ce dernier, devenu comptable) et de François Osteins dit Charles Ostyns, tourneur, puis courtier en lingerie, qui, contrairement aux autres élus de l'arrondissement<sup>10</sup>, faisait partie de l'internationale.
- 7 Outre Ranvier, peintre-décorateur devenu patron, les élus du vingtième arrondissement sont Blanqui (qui ne siégea pas, étant emprisonné) et Gustave Flourens, ancien professeur de sciences naturelles, d'origine bourgeoise (petit-fils de général, fils de professeur au Collège de France) qui fut exécuté le 3 avril lors de la sortie des Fédérés ; l'ancien sergent devenu commis-voyageur, puis correcteur d'imprimerie Bergeret, l'un des « chefs militaires » responsables de l'échec de cette opération, ainsi que le courtier et marchand de couleurs Viard, deux fois failli, et le cordonnier Alexis Trinquet.

- 8 Au total, sur dix élus (si l'on excepte Delescluze, Blanqui et Garibaldi), on dénombre cinq ouvriers ou anciens ouvriers, deux membres de la petite bourgeoisie, un professeur, un journaliste et un ancien pharmacien. S'il faut faire la part des circonstances, voire du hasard, il apparaît que cet ensemble n'est pas tout à fait à l'image des quartiers de l'Est parisien, massivement ouvrier, mais il n'existe pas de précédent récent. On peut d'autant moins opérer une comparaison qu'il n'existait pas de conseil municipal sous le Second Empire, mais une commission nommée. En tout cas, il s'agit d'une représentation politique au premier chef, dont le caractère éphémère tient évidemment à la chute de la Commune. Une élite n'a pu durablement émerger.
- 9 Cependant, le souvenir de ces élus persiste. Certains ont été victimes de la répression : ainsi, Flourens – ou Delescluze lors de la Semaine sanglante. Les autres élus ont presque tous été condamnés à mort par contumace, Trinquet, pour sa part, étant déporté en Nouvelle-Calédonie. Le sort de nombre de militants n'est pas étranger à l'écho éveillé dans l'Est parisien par le thème de l'amnistie, notamment après l'élection d'une majorité républicaine à la Chambre, en mars 1876. C'est d'ailleurs le succès d'Alexis Trinquet, dont la candidature avait été posée lors d'un scrutin municipal partiel dans le quartier du Père-Lachaise, le 13 juin 1880<sup>11</sup>, qui accélère le vote de l'amnistie, un mois plus tard. Il est à noter que Trinquet est le seul des élus à la Commune des deux arrondissements étudiés à avoir retrouvé un mandat, éphémère dans son cas, puisqu'il fut battu en janvier 1881 et mourut le 12 avril 1882<sup>12</sup>.
- 10 Bien entendu, le souvenir de la Commune s'exprime de bien d'autres manières. Nous y reviendrons à propos de la domination socialiste, dans les années 1890. Il convient de présenter auparavant les élus, situés nettement moins à gauche, de la période précédente.

## Deux décennies incertaines

- 11 Après la cassure du 18 Mars, puis l'onde de choc provoquée par la répression, il n'y a plus, pendant près de dix ans, d'élus socialistes dans l'Est parisien.
- 12 À l'échelle des quartiers, la forte instabilité – alors que les maires et adjoints nommés restent en général longtemps en fonctions – ne permet guère de dégager de tendance marquante pour les années 1870. Ce sont surtout des modérés ou des radicaux qui l'emportent, parmi lesquels des personnalités connues, comme Martin Nadaud, conseiller municipal du Père-Lachaise entre novembre 1871 et mai 1876, et son successeur radical Henri Brisson, futur président du Conseil. En tant que députés, deux élus, respectivement magistrat et avocat, dominent la même décennie : Henri Allain-Targé, conseiller municipal du quartier d'Amérique de juillet 1871 à mai 1876 et son mentor Gambetta – qui, en 1876, lui a laissé le XIX<sup>e</sup> arrondissement. Le tribun, organisateur politique de l'Union républicaine, s'inscrit à première vue dans une certaine continuité politique – celle du programme de Belleville, auquel on ajoute deux revendications : amnistie et levée de l'état de siège. Mais Gambetta prend ses distances avec ce programme, et se montre hostile à l'amnistie, d'où, après sa réélection triomphale en 1877, un malentendu croissant avec ses électeurs. C'est aussi que Gambetta devient de plus en plus modéré, alors que le XX<sup>e</sup> arrondissement semble retrouver son identité de gauche. D'où – alors qu'Allain-Targé est moins attaqué – le choc de la campagne de 1881, au cours de laquelle Gambetta traite ses contradicteurs, lors d'une réunion présidée par le socialiste Réties, d'« esclaves ivres ». Gambetta est

certain réélu, mais il a retiré sa candidature au profit d'un de ses partisans dans la seconde circonscription, où est élu le journaliste radical Tony-Révillon<sup>13</sup>.

- 13 Par la suite, si Allain-Targé reste député jusqu'en 1889, les années 1880 sont plutôt dominées par les radicaux, notamment avec le journaliste et publiciste Sigismond Lacroix, qui succède à Gambetta décédé en décembre 1882, ainsi que des conseillers municipaux comme l'officier de santé Cattiaux (Amérique) et le graveur lithographe Patenne (qui a battu à deux reprises à Charonne le fameux « général » Eudes, figure bien connue de la Commune et du blanquisme parisien). Dans l'ensemble, les élus radicaux appartiennent à la petite ou moyenne bourgeoisie.
- 14 Il reste que la décennie est marquée par une évolution progressive. Des socialistes obtiennent des succès ponctuels avec Trinquet. Le Chapelier Amoureux et, en 1884, deux personnalités de poids, le graveur Chabert, vétéran du mouvement ouvrier, dans le quartier du Combat, et l'ingénieur et médecin (fort riche) Édouard Vaillant, qui n'appartient pas aux élites politiques locales, mais l'emporte dans le quartier du Père-Lachaise après avoir devancé d'extrême justesse Réties<sup>14</sup> au premier tour. Chabert et Vaillant sont réélus en 1887, scrutin qui voit un large succès socialiste dans les deux arrondissements, grâce aux élections de l'agent commercial et journaliste Paulard dans le quartier du Pont-de-Flandre et de deux ouvriers dans le vingtième : le mécanicien Jean-Baptiste Dumay, qui avait fait ses premières armes au Creusot<sup>15</sup>, et le boutonnié Réties, à Saint-Fargeau<sup>16</sup>.
- 15 Mais la crise boulangiste brouille en partie les cartes, pour la députation. Deux candidats favorables au général Boulanger l'emportent en septembre-octobre 1889 dans le dix-neuvième : le dirigeant blanquiste Granger – qui avait rompu avec Vaillant<sup>17</sup> – riche héritier et publiciste, et l'avocat Martineau, ex-fonctionnaire (révoqué) à la préfecture de la Seine. Dans le vingtième, la poussée boulangiste est contenue après une ardente campagne, puisque Tony-Révillon est réélu et que Jean-Baptiste Dumay bat dans la première circonscription Henri Rochefort. L'année suivante, la vue boulangiste, du reste, retombe : mais, en raison de la division des socialistes, le publiciste boulangiste Armand Grébauval parvient à succéder en novembre 1890 à Chabert, récemment disparu, dans le quartier du Combat.
- 16 Au tournant des années 1880, les élus sont assez diversifiés socialement et politiquement – même s'il n'est plus guère de modérés dans l'Est parisien – et des personnalités en partie extérieures aux élites locales ont commencé à s'implanter. La coloration de gauche, voire d'extrême-gauche, s'accroît surtout à partir de 1893.

## La domination socialiste

- 17 Marquée à la fois par le renouvellement des conseils municipaux et de la Chambre, l'année 1893 entraîne une consolidation, sur le premier plan, des positions socialistes. Cinq quartiers sur huit ont un conseiller issu des diverses branches du mouvement. À l'exception, peut-être, de l'allemaniste Picau, gérant dans les années 1880, des journaux *Le Prolétariat* et *Le Prolétaire* et de *Vaillant*, remplacé l'année suivante par le ciseleur Landrin, vétéran des luttes ouvrières et secrétaire du Comité révolutionnaire central, ce sont des ouvriers ou ils l'ont été : Réties, Brard au Pont-de-Flandre, chef d'équipe à la compagnie du gaz de La Villette, Berthaut, facteur de pianos et d'orgues, à Belleville. Aux élections législatives, qui voient une poussée significative des socialistes, notamment dans la capitale, la victoire est complète, peut-être facilitée par le retrait de

Martineau et Granger<sup>18</sup>. Dans le dix-neuvième, le fameux poète Clovis Hugues, socialiste fort indépendant, qui, à Marseille, avait été le premier député socialiste en 1881, a trouvé un point de chute ; l'ouvrier, puis tailleur Prudent-Dervillers, broussiste, l'emporte dans la deuxième circonscription. Les électeurs du vingtième arrondissement envoient à la Chambre le chapelier allemaniste Victor Dejeante, originaire de Charonne, ainsi qu'Édouard Vaillant qui, selon l'usage, abandonne son mandat municipal. Ainsi, l'homogénéité politique de l'espace considéré est-elle renforcée et, à l'exception de Vaillant – qui n'en est pas moins l'un des symboles de la Commune et un dirigeant de premier plan – la composition sociale de l'ensemble des élus est-elle assez bien accordée à celle de la population, compte tenu des mécanismes de représentation alors existants.

- 18 Dès lors, s'opère une certaine stabilisation du personnel politique, surtout observable dans le vingtième arrondissement. Certes, il existe quelques exceptions, dues surtout – Grébauval se maintient jusqu'à sa mort dans le quartier du Combat – à des succès radicaux : Patenne demeure conseiller municipal jusqu'en 1912, le dirigeant radical Paul Viot l'emporte en 1908 à Saint-Fargeau, qu'il représente jusqu'en 1919 ; dans le dix-neuvième, les journalistes Charles Bos (député de la deuxième circonscription de 1898 à 1906) et Émile Desvaux (conseiller du quartier d'Amérique de 1908 à 1928) parviennent à obtenir la confiance des électeurs. Il est à noter que les radicaux sont surtout élus dans les quartiers les moins denses des deux arrondissements, où se maintient ou se bâtit un habitat mixte, les pavillons étant assez fréquents.
- 19 Une fois notées ces exceptions, il convient de signaler que le renforcement de la présence socialiste, sur le terrain politique, paraît dû à des paramètres complémentaires et concordants.
- 20 Tout d'abord, la forte tradition de gauche de l'Est parisien tient une place importante. Elle apparaît au travers de multiples réunions publiques (notamment dans les salles Favié et Graffard), des commémorations de la Commune, qu'il s'agisse des anniversaires du 18 mars ou des hommages rendus à la fin du mois de mai, au mur des Fédérés<sup>19</sup>. Nombre d'élus d'un certain âge ont été des partisans de la Commune, et Édouard Vaillant mentionne sa qualité d'ancien membre de cette dernière dans ses proclamations électorales. Il ne s'agit certes pas d'une condition suffisante : par exemple, Zéphirin Camélinat n'obtient pas de mandat dans l'Est parisien, après avoir été député (au scrutin de liste) entre 1885 et 1889. Mais le prestige de la Commune demeure.
- 21 Sans doute l'emprise des souvenirs de la Commune et de la tradition d'extrême-gauche de la « montagne ouvrière » de Belleville, voire des quartiers avoisinants, explique-t-elle pour une part l'échec des candidats nationalistes, à l'exception de Grébauval. En effet, les succès éphémères du boulangisme dans le dix-neuvième arrondissement relèvent – surtout dans le cas de Granger – du boulangisme de gauche. Par la suite, en dehors de Grébauval, qui ne se situe d'ailleurs pas à l'extrême-droite et a entretenu un temps de bonnes relations avec Clovis Hugues, les nationalistes n'obtiennent pas de mandat. Néanmoins, il convient de noter que des tentatives d'implantation sont effectuées dans le quartier de La Villette<sup>20</sup>. Le marquis de Morès, antisémite plus que royaliste, parvient à attirer des bouchers des abattoirs, mais il ne pose pas sa candidature dans le dix-neuvième arrondissement. En 1898 et 1902, un homme de droite plus traditionnel, le comte de Sabran-Pontevès – utilisant aussi des thèmes antisémites – s'efforce d'arracher la première circonscription du dix-neuvième

arrondissement à Clovis Hugues. Mais il n'y parvient pas, en dépit de campagnes très actives. Un autre candidat royaliste, Castillon de Saint-Victor, subit lui aussi des échecs, entre 1902 et 1906, face à Dejeante, et à Saint-Fargeau. Les élites de la droite monarchiste et nationaliste, dont les représentants, du reste, étaient le plus souvent étrangers à l'Est parisien<sup>21</sup>, paraissent peu à même de l'emporter, d'autant que leurs efforts sont le plus souvent sporadiques.

- 22 Un autre facteur contribue aux succès de la gauche : l'emprise d'organisations qui se sont ancrées dans les quartiers populaires. De ce point de vue, deux courants socialistes, à la fin du dix-neuvième siècle, sont plus particulièrement présents : les « blanquistes », que dirige seul Vaillant, qui se rattache plutôt au marxisme<sup>22</sup>, depuis l'échec de la scission de Granger, et les possibilistes, divisés entre broussistes<sup>23</sup> et allemanistes après la scission de 1890<sup>24</sup>. Il semble bien que plus que les « partis » à proprement parler, du moins avant la création du Parti socialiste de France, puis de la S.F.I.O., ce soient les comités des candidats en vue qui servent de relais principal, en tout cas lors des scrutins. Ainsi, des comités de Vaillant<sup>25</sup>, ou, dans le dix-neuvième, de Clovis Hugues et surtout d'Arthur Rozier. Des liens existent également avec des coopératives de consommation, notamment la fameuse « Bellevilloise »<sup>26</sup>, dont le vainqueur du radical Patenne à Charonne, en 1912, Eugène Reisz, était administrateur.
- 23 Cela dit, il convient de s'interroger plus globalement sur les modes de sélection et l'appartenance sociale des élus socialistes des deux arrondissements. Si le militantisme politique, notamment dans le cadre des deux courants que l'on vient d'évoquer, constitue une nécessité et ne requiert pas nécessairement un ancrage local préalable, nombre d'élus municipaux appartiennent à un milieu que l'on pourrait presque qualifier de culturellement dominant dans ces quartiers, celui de l'aristocratie ouvrière<sup>27</sup> : Eugène Reisz est mécanicien ; Berthaut à Belleville et Landrin au Père-Lachaise, sont, nous l'avons signalé, respectivement facteur de pianos et ciseleur.
- 24 D'autres exemples pourraient être donnés. Certains illustrent des phénomènes d'ascension sociale et politique, passant assez souvent par l'exercice de responsabilités syndicales ou associatives<sup>28</sup> : ainsi, Léon Paris, conseiller municipal de La Villette de 1900 à 1925, champenois d'origine, fut-il d'abord maçon, puis charron ; membre de la Chambre syndicale des ouvriers charrons, il donna des cours techniques au siège de cette organisation, boulevard de la Chapelle, et fut conseiller prudhomme. Possibiliste, il avait également créé le Chantier du dix-neuvième arrondissement de la Chevalerie du Travail, en novembre 1895<sup>29</sup>. Certaines trajectoires sont plus complexes : Arthur Rozier, originaire de l'Aube, a été bonnetier, journaliste, employé, syndicaliste – militant dans le département du Loir-et-Cher avant de se fixer dans le quartier d'Amérique, dont il devint conseiller municipal en 1898, et d'être élu député de la deuxième circonscription du dix-neuvième arrondissement en 1906<sup>30</sup>.
- 25 Il arrive que les diverses formes de promotion conduisent un élu à s'écarter du mouvement ouvrier. Louis Lajarrige originaire de Saint-Nazaire, où il avait dû interrompre ses études pour des raisons financières, ouvrier chaudronnier, dirigeant dès l'âge de vingt-quatre ans du syndicat du gaz de la Seine, devient conseiller municipal du Pont-de-Flandre en 1902. Il crée une importante imprimerie coopérative et se rapproche progressivement des modérés. En 1914, il l'emporte dans la première circonscription du dix-neuvième arrondissement sur le socialiste André Dubois, en dépit des attaques dirigées contre lui par *l'Humanité*<sup>31</sup>. Il s'agit là d'un cas particulier, du moins pour la période étudiée.

- 26 En effet, avant 1914<sup>32</sup>, les fiefs électoraux, pour la plupart socialistes, sont aux mains de leaders comme Vaillant, député jusqu'à sa mort en 1915, de militants, comme Berthaut ou Landrin, voire Léon Paris, ou de personnalités plus indépendantes, mais demeurées au sein du mouvement ouvrier traditionnel, comme Arthur Rozier<sup>33</sup>.
- 27 Au travers de cette brève étude, on a vu se dessiner un certain type de rapports entre élites politiques et monde urbain, dans des quartiers populaires. Il apparaît que le inonde patronal, d'ailleurs composé surtout de petits ou moyens industriels, passe à l'arrière-plan<sup>34</sup> de même que les milieux politiques traditionnels : après Gambetta et Allain-Targé, les professions juridiques ne sont guère représentées. Sur le devant de la scène, pour l'essentiel, figurent des publicistes-militants et des membres de l'aristocratie ouvrière, voire des ouvriers moins qualifiés. Ils ont été sélectionnés, si l'on peut dire, moins en fonction de leurs origines locales – même s'il peut s'agir d'un facteur favorable – que de leur réputation, de leur activité militante et de leur allégeance à tel courant socialiste, surtout blanquiste ou possibiliste, souvent prolongée après 1905 par une adhésion à la S.F.I.O. Ainsi, peut être posée dans un cadre local la question de la promotion politique et du rôle du militantisme qui, dans un système dominé par des scrutins à forte base territoriale, conduit certaines personnalités à occuper à leur manière des fiefs politiques, avec le concours de comités dûment organisés. Ce « modèle », qui n'est évidemment pas seulement parisien, pourrait d'ailleurs être étudié de manière plus large.

---

## NOTES

1. Pour la période, le principal ouvrage est la thèse de Gérard Jacquemet, *Belleville - du faubourg à la ville*, Paris, EHESS-Jean Touzot, 1984. Nous nous permettons de renvoyer, de plus, à notre étude sur la vie politique dans le XIXe arrondissement de 1881 à 1914, in Jean-Marie Jenn (dir.), *Le XIXe arrondissement - Une cité nouvelle*, Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1996, p. 155-165. Nous avons également rédigé une étude, « Les hauts quartiers de l'Est parisien d'un siècle à l'autre », dont le premier chapitre « L'ancrage des représentations (vers 1880-1914) » contient de plus amples précisions, en particulier, sur les campagnes électorales.

2. Voir Madeleine Rebérioux, « Le mur des Fédérés », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de Mémoire*, tome I, *La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 619-649.

3. Le calcul aurait moins de signification, rapporté au nombre de mandats, pour les élections municipales, en raison de la très forte instabilité constatée pour les années 1870 : voir la liste des conseillers, par quartier, dans Paul Robert, *Le Conseil municipal - Annuaire illustré des édiles de la ville de Paris*, Paris, 1913.

4. Lors des dix élections au scrutin d'arrondissement – celles de février 1871 et octobre 1885 ne pouvant être prises en compte, du fait du vote par liste. Chacun des deux arrondissements (sauf le XIXe jusqu'en 1889) comporte deux circonscriptions législatives, associant deux quartiers : Combat Villette, Amérique-Pont-de-Flandre ; Belleville-Saint-Fargeau. Père-Lachaise-Charonne.

5. Voir Alain Dalotel, Alain Faure, Jean-Claude Freiermuth, *Aux origines de la Commune, le mouvement des réunions publiques à Paris 1868-1870*, Paris, Maspéro, 1979.



6. Sur les débuts de la République dans l'arrondissement, voir Alain Dalotel, « Des barricades aux massacres », in *Le XIXe arrondissement - une cité nouvelle*, op. cit., p. 129-130 (qui souligne le rôle d'Oudet, élu adjoint de Delescluze, et nettement plus à gauche que ce dernier).
7. Voir *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 8, p. 283.
8. Voir la carte des résultats établie par Jacques Rougerie dans *Paris libre 1871*, Paris, Seuil, 1971, p. 144 (le XXe est le seul arrondissement où les suffrages soient entièrement communalistes ; ils le sont presque entièrement dans le XIXe).
9. Sauf indication contraire, les précisions biographiques les concernant sont tirées du même dictionnaire.
10. Voir les indications fournies par Alain Dalotel, art. cité, p. 132.
11. Voir Gérard Jacquemet, « Gambetta et ses électeurs bellevillois : l'élection de Trinquet (juin 1880) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1971, p. 446-472.
12. Voir *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 9, p. 236-237. Précisons qu'Édouard Vaillant et Charles Amouroux, élus par la suite, avaient représenté d'autres arrondissements à la Commune.
13. Voir notamment la thèse de Gérard Jacquemet, op. cit., p. 363-364.
14. Dont les partisans avaient reproché à Vaillant de n'être ni ouvrier ni misérable : voir Franck Coquet, *Le groupe socialiste au conseil municipal de Paris mai 1884-mai 1890*, mémoire de maîtrise, université de Paris IV, sous la direction de Jean-Marie Mayeur, 1982, p. 9.
15. Voir les *Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot (1841-1905)*, Maspero-Presses universitaires de Grenoble, 1976 (présentation par Pierre Ponsot).
16. Pour plus de détails sur ces élus, voir Camille Bloch. *Conseillers et maires de la Seine*, Paris, Marpon et Flammarion, 1889, p. 82-91.
17. Voir *Blanqui et les blanquistes*, Paris, SEDES, 1986 (colloque de la Société d'histoire de la Révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle) : communications de Jacques Néré, « Les blanquistes au temps du boulangisme », p. 210-211 et Jean-Paul Brunet, « Les blanquistes parisiens dans la dernière décennie du XIXe siècle », p. 214.
18. Alors que les amis de ce dernier, regroupés dans le Comité central socialiste révolutionnaire, disposaient d'une base militante non négligeable dans l'est parisien, le mouvement s'effiloça : voir Jean-Paul Brunet, communication citée, p. 215-216.
19. Outre Gérard Jacquemet, op. cit., p. 367-368 et 373-374, et l'étude de Madeleine Rebérioux, voir, pour les diverses commémorations, le chapitre VI du livre de Patrick Hutton, *The Blanquists in French Politics 1864-1893*, UCLA, Berkeley, 1981.
20. Voir notre étude citée dans *Le dix-neuvième arrondissement - une cité nouvelle*.
21. En revanche, le leader antisémite Jules Guérin a longtemps résidé rue de Belleville.
22. Voir Jolyon Howorth, Édouard Vaillant, *La création de l'unité socialiste en France*, Paris, E.D.I. - Syros, 1982 ; pour les aspects locaux, voir surtout l'ouvrage plus ancien de Maurice Dommanget, Édouard Vaillant, *Un grand socialiste 1840-1915*, Paris, La Table Ronde, 1956.
23. Voir Sylvie Rémy, *Le courant broussiste à Paris de 1890 à 1905*, mémoire de maîtrise, sous la direction de Ronald Hubscher et Jean El Gammal, Université de Paris-X-Nanterre, 1991.
24. En raison des exigences financières du P.O.S.R. d'Allemagne une scission s'est produite en 1896, certains élus, dont Dejeante et Berthaut, créant une « Alliance communiste » qui se rapproche des vaillantistes.
25. À son sujet, voir dans la thèse de Gérard Jacquemet, op. cit., p. 376, la comparaison avec le comité de Patenne : les partisans de Vaillant sont souvent des ouvriers qualifiés ; ceux de l'élu radical sont soit des travailleurs moins qualifiés, soit des employés ou des boutiquiers.
26. Voir *ibid.*, p. 371-372 et Louis Héliès, « Le Bellevilloise (1877-1910) - Son historique », *Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, 15 juin 1912, p. 500-501.
27. Voir Jean-Louis Robert, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution - Paris 1914-1919*, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1995, p. 50 (à la veille de la guerre, l'auteur évoque l'origine ouvrière

des élus des XI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements, y voyant « un groupe d'ouvriers qualifiés où il faut noter le poids des mécaniciens qui constituent de longue date la corporation de tradition blanquiste à Paris » ; p. 42, il souligne que le XX<sup>e</sup> arrondissement, avec 60,7 % d'ouvriers – parmi lesquels 21,3 % de métallurgistes – lors du recensement de 1911, était le plus populaire de Paris ; voir aussi la communication du même auteur au colloque Blanqui et les blanquistes, « Blanquisme et blanquistes dans la Seine à la veille de la Grande Guerre : quelques réflexions » : *op. cit.*, p. 225-231.

28. Dans ce dernier domaine, nombre d'élus radicaux se montrent également actifs.

29. Voir Maurice Dommanget, *La Chevalerie du Travail française*, Genève, Rencontre, 1967, p. 261-262.

30. Voir *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 15, p. 115-116 (notice établie par Justinien Raymond).

31. Voir *ibid.*, tome 33, p. 150-151 (notice due à R. Gaudy et C. Pannetier) et notre étude sur la vie politique dans le dix-neuvième arrondissement, *loc. cit.*, p. 161-162.

32. Par la suite, des élus comme Eugène Fiancette, leader des cochers grévistes en 1912, qui avait succédé en 1913 à Grébauval, en tant que candidat socialiste, ou le gendre d'Eugène Reisz, Maurice Levillain, élu à Charonne après l'invalidation d'André Marty, dérivent, dans les années 30 et plus encore pendant l'Occupation (Maurice Levillain, notamment, est un proche de Déat, qui fut député de la deuxième circonscription du XX<sup>e</sup> arrondissement de 1932 à 1936).

33. Qui reste député jusqu'en 1924, mais a été exclu de la SFIO en 1920 avec la minorité de droite conduite par Compère-Morel. Le parcours de Dejeante n'est pas très éloigné, mais il a été battu en 1919 et retrouve un siège en 1924 : voir la notice rédigée par Justinien Raymond, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 11, p. 335.

34. Les tentatives de « reconquête » sont bien rares, et les efforts de l'ancien ouvrier Reneux, devenu industriel et responsable important du parti radical à Paris, s'avèrent vains, notamment face à Vaillant.

## INDEX

**Index géographique** : Paris

**Index chronologique** : XIX<sup>e</sup> siècle, XX<sup>e</sup> siècle, Troisième République

**Thèmes** : élites, Commune de Paris

## AUTEUR

**JEAN EL GAMMAL**

Professeur d'Histoire contemporaine, Université de Limoges